

actu du Val-d'Oise

(- La Gazette du 22 octobre 2014 -)

POLÉMIQUE Le Conseil général veut vendre le bâtiment de la maison des syndicats

Département et syndicats dos à dos

Hérésisme d'un côté, principe de réalité de l'autre. Le torchon brûle entre les syndicats du Val-d'Oise et le Conseil général. Sujet de l'affrontement : la mise en vente de la maison des syndicats, située dans la zone artisanale Francis-Combe à Cergy. Ce bâtiment est occupé gratuitement depuis 1979 par les syndicats valdoisiens.

«Inacceptable»

« Cette vente programmée met à mal le fonctionnement même des syndicats dans le département. C'est cette même assemblée (NDLR : le Conseil général du Val-d'Oise) qui a décidé de la création de la maison des syndicats en 1969. Nous n'acceptons pas d'être délogés, nous n'acceptons pas cette violence », a lancé Olivier Dacheux, porte-parole de l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFRC, CFE-CGC, FSU et FO métallurgie). Une prise de parole plus que symbolique puisqu'une délégation est intervenue directement dans l'enceinte du Conseil général vendredi 17 octobre, lors de la dernière assemblée plénière. De



■ Quelques 250 syndicalistes se sont invités, vendredi, sur le site du Conseil général.

son côté, Arnaud Bazin, président (DVD) du Conseil général, soutient que la convention qui existait « est devenue caduque. Aucune loi n'oblige les conseils généraux à loger gracieusement les syndicats. La situation financière nous oblige à vendre ce bâtiment qui coûte au Département 200 000 euros par an. Et aujourd'hui, nous sommes à 200 000 euros près. » Des arguments qui n'ont pas convaincu les syndicats, « outrés par cette attitude ». Et ce n'est pas l'entre-

tien entre les porte-paroles de l'intersyndicale et du vice-président du Conseil général, Luc Strehaiano (UMP), un peu plus tard dans la matinée, qui a fait bouger les lignes.

« La proposition qui est faite (rester jusqu'à la fin de la convention mi-février) est inacceptable. Cette maison, c'est celle des syndicats mais aussi des salariés, des sans-emplois, des retraités. Nous les recevons au quotidien pour les aider. Si leur situation se dégrade, le Département sera

en partie responsable », estime l'intersyndicale.

Pour Didier Arnal (Ps), chef de file de l'opposition au Conseil général, « l'heure est grave. Des économies peuvent être faites ailleurs, comme par exemple cette campagne de com' qui a fini à la poubelle et a coûté 200 000 euros ». Les syndicats entendent poursuivre le combat. Notamment sur le terrain juridique. En attendant, il viennent de lancer une pétition pour faire infléchir le Conseil général. J.D.